Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Areva-Les-Francais-condamnes-a-payer-l-46362

4 juin 2015

Areva : Les Français condamnés à payer l'acharnement thérapeutique sur une filière morte

Communiqué de presse

Alors que l'État se précipite au chevet d'Areva, le Réseau "Sortir du nucléaire" alerte sur les conséquences du plan de sauvetage qui se prépare. Entre mécano industriel, recapitalisations et suppressions de postes, la voie choisie par le gouvernement est sans issue : coûteuse pour les Français et surtout dangereuse pour la sûreté. Le gouvernement ferait mieux d'utiliser cette crise pour engager une rapide sortie du nucléaire.



Areva renflouée, les Français floués !

En pleine période d'austérité, et alors même que les investissements nécessaires à la transition énergétique ne sont pas au rendez-vous, il est indécent que les contribuables paient pour les délires des dirigeant-e-s d'une industrie mortifère. Les Français paieront deux fois le sauvetage d'Areva, indirectement en tant que clients d'EDF qui financera le rachat d'AREVA NP par l'augmentation continue de ses tarifs, et directement en tant que contribuables pour permettre à l'Etat de recapitaliser Areva dans son ensemble. Ce sont plusieurs milliards d'euros d'argent public qui seront nécessaires à la remise à flots d'Areva, ce qu'une entreprise lourdement endettée comme EDF ne peut pas se permettre, et ce qui est une nouvelle erreur industrielle pour l'État, qui choisit une nouvelle fois le nucléaire au détriment des renouvelables.

Des économies sur le dos des travailleurs et de la sûreté ?

Les travailleurs du nucléaire seront les premières victimes de la mégalomanie d'Areva. Il est question de 3000 à 4000 suppressions de postes parmi les salariés français d'Areva (et quid des sous-traitants ?). Cela, Emmanuel Macron n'en a cure puisqu'il déclare sur France Info que *« la priorité ce n'est pas quelque plan social que ce soit, mais la négociation stratégique, industrielle et commerciale ».*

Alors qu'il n'est pas question qu'Areva réduise ses activités, on peut légitimement s'interroger sur les impacts à venir sur la dégradation de leurs conditions de travail et, in fine, sur la sûreté des installations. Il faut craindre que les économies qu'est censée réaliser Areva ne se traduisent par des économies sur la maintenance.

En l'absence de remise en question du nucléaire, la poursuite des activités d'Areva en rognant sur les emplois et la sûreté préparera donc non seulement la casse sociale, mais aussi les conditions propices à une catastrophe !

La faillite d'Areva, une opportunité pour engager la sortie du nucléaire !

La faillite d'Areva était prévisible, entre les déboires de l'EPR de Flamanville et celui d'Olkiluoto, le fiasco d'Uramin, et l'aveuglement général sur le déclin du nucléaire dans le monde. Le jeu de mécano industriel du gouvernement n'y changera rien : l'agonie de la filière nucléaire était déjà amorcé avant Fukushima, et il est inutile de pratiquer l'acharnement thérapeutique.

Le gouvernement ferait mieux de préparer la reconversion complète d'Areva, en commençant par l'arrêt du retraitement à La Hague, opération dangereuse, coûteuse, polluante et inutile. La crise de la filière nucléaire est l'occasion d'engager un plan de sortie, en commençant par la fermeture dès maintenant des réacteurs vieillissants (en commençant par Fessenheim), ce qui éviterait de dépenser de 55 à 250 milliards dans le rafistolage des vieux réacteurs et permettrait d'investir largement dans les énergies renouvelables.

Pour éviter une catastrophe industrielle, l'État devrait dès maintenant préparer la reconversion de la filière nucléaire vers des structures industrielles destinées à gérer la mise en sécurité des montagnes de déchets, le démantèlement des réacteurs et installations nucléaires, les résidus miniers... et un plan de reconversion des travailleurs du nucléaire, en particulier dans les énergies renouvelables.

Contact presse :

Martial Chateau - 02 43 94 72 88

Chargée de communication :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23